



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/265  
S/1997/604  
1er août 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Point 155 de l'ordre du jour provisoire\*  
MESURES VISANT À ÉLIMINER LE TERRORISME  
INTERNATIONAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-deuxième année

Lettre datée du 1er août 1997, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-jointe une lettre que M. David Levy, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Israël, a adressée à ses homologues à la suite des attentats terroristes commis à Jérusalem le 30 juillet 1997.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 155 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) David PELEG

---

\* A/52/150.

ANNEXE

Lettre datée du 31 juillet 1997, émanant du Vice-Premier Ministre  
et Ministre des affaires étrangères d'Israël

Hier, deux attentats terroristes commis au coeur de Jérusalem ont tué 13 Israéliens et en ont blessé plus de 150 autres, dont plus de 10 sont dans un état critique.

Rien ne peut ni ne pourra jamais justifier pareilles atrocités. En fait, ces attentats se sont produits alors qu'Israël continuait d'appliquer les mesures visant à améliorer la situation économique de la communauté palestinienne et avait reconvoqué – à la suite des entretiens que j'avais eus récemment avec les dirigeants palestiniens –, les comités bilatéraux chargés d'examiner les questions qui préoccupaient le plus les Palestiniens, car il cherchait véritablement à restaurer la confiance entre les parties.

Ces attentats ont été perpétrés à un moment où l'Autorité palestinienne avait manqué à tous les engagements qu'elle avait pris, à savoir combattre la violence et la terreur, s'abstenir de toute incitation à la violence et à la haine, et coopérer avec Israël dans le domaine de la sécurité. Au lieu de cela, nous l'avons vue libérer de façon anticipée des militants terroristes bien connus et continuer d'utiliser les médias palestiniens officiels pour diffuser des slogans odieux et des appels à la poursuite de la lutte armée contre Israël, et nous avons constaté que des hauts représentants de l'Autorité palestinienne participaient aux manifestations anti-israéliennes et à des cérémonies au cours desquelles le drapeau israélien était brûlé. La foule des Palestiniens ne pouvait manquer d'y voir l'expression d'une approbation officielle de la poursuite de la violence et de la terreur.

En l'absence de coopération entre les parties dans le domaine de la sécurité, ces attentats ont un impact destructeur qui va bien au-delà des pertes immédiates en vies humaines, des blessures et des dommages matériels : ils sapent la base même sur laquelle reposait la confiance de notre peuple dans ce processus de paix et dans notre partenaire palestinien – confiance que la bonne volonté, la sympathie et les condoléances de la communauté internationale ne sauraient restaurer.

Nous voulons la paix. Nous souhaitons voir appliquer de part et d'autre les accords signés entre les deux parties et nous entendons poursuivre les négociations pour dégager une paix globale et durable dans notre région. Mais si l'on veut sauver le processus de paix au Moyen-Orient, l'Autorité palestinienne doit immédiatement prendre des mesures exemplaires et efficaces pour régler cette question de sécurité. La terreur et la paix ne peuvent coexister. Ceux qui veulent la paix doivent combattre la terreur, pour que celle-ci ne les dévore pas et le processus de paix avec eux.

La communauté internationale peut et doit jouer un rôle plus efficace à cet égard. Elle doit adresser un message dénué de toute ambiguïté au Président Arafat et à l'Autorité palestinienne : celle-ci doit prendre des mesures efficaces et systématiques pour détruire l'infrastructure terroriste et doit reprendre sans conditions ses activités de coordination avec Israël dans le

/...

domaine de la sécurité. À défaut, toutes les bonnes intentions manifestées par Israël et la bonne volonté et l'assistance que lui prodiguent des pays amis seront anéanties par les mêmes forces destructrices qui ont frappé hier au coeur de notre capitale.

Je demande à tous les membres de la communauté internationale d'user de toute l'influence morale et politique qu'ils peuvent avoir sur l'Autorité palestinienne pour amener celle-ci à remplir ses engagements et à s'employer de façon systématique et efficace à éliminer le fléau terroriste. Si vous souhaitez, comme c'est notre cas et, nous le pensons, celui de la majorité des Palestiniens, que ce processus survive, il faut à présent faire entendre votre voix.

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre des affaires étrangères

(Signé) David LEVY

-----